



Communiqué de Presse

Lundi 23 février 2026

Quentin Deranque : ne pas confondre “respect du deuil” et “héroïsation de son engagement identitaire”

Si nous dénonçons la violence en politique, condamnons le meurtre de Quentin Deranque et respectons le deuil de sa famille et de ses proches, nous ne pouvons cautionner son instrumentalisation et son héroïsation par Laurent Wauquiez et Fabrice Pannekoucke. Afficher son portrait sur le siège de la Région en ces temps troublés n'a rien d'anodin et relève d'un calcul électoral particulièrement cynique et dangereux.

Nous tenons à rappeler que ce samedi 21 février a eu lieu une marche d'extrême-droite, réunissant de nombreux membres de groupuscules néo-nazis, fascistes et identitaires, et cela à quelques pas du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, ancien siège de la Gestapo où Klaus Barbie a sévi et où Jean Moulin, symbole de la Résistance française, fut torturé. Durant ce rassemblement, de nombreux actes condamnables ont été relevés : des saluts nazis ont été filmés, des insultes racistes et homophobes ont été proférées, le droit de la presse a été malmené, etc. Malgré les consignes passées pour faire bonne figure et dissimuler les tatouages, il faut croire que les vieilles habitudes ont la vie dure. Les signalements effectués par la préfète suite à cette journée en témoignent.

La séquence électorale n'autorisant pas tout, le personnel politique doit agir avec responsabilité afin d'apaiser la situation. En faisant le choix d'afficher le portrait de ce jeune homme en amont d'une marche que sa famille ne soutenait pas et à laquelle elle ne participait pas, l'exécutif régional a fait le choix de la glorification de ses combats et du soutien aux groupuscules d'extrême-droite rassemblés dans la ville de Lyon.

Nous devons laisser l'enquête suivre son cours et trouver les moyens de faire société dans cette période de tensions exacerbées. Chaque jeune qui fait le choix de la violence pour imposer un projet politique identitaire et antirépublicain devrait être vécu comme un échec collectif pour l'ensemble des élu·es que nous sommes. Il n'est pas ici question d'éventuels désaccords sur des politiques publiques mais des fondements même de notre État de droit. Prendre le risque de les malmenier est une limite que personne ne devrait franchir.

Parce que nous savons la différence entre respecter le deuil de ses proches et glorifier son engagement violent d'extrême-droite, nous demandons au Président de retirer ce portrait de l'hôtel de Région.